

Le partenariat Tuniso - Chinois, nouvelles opportunités pour le développement économique et social.

La mondialisation néo-libérale a servi la Tunisie durant quelques décennies. Son recul manifeste nous pénalise aujourd'hui. La montée du protectionnisme et la baisse de l'aide internationale nous appauvrissent.

L'OMC s'alarme car le fossé s'agrandit entre le Nord et le Sud et le plafonnement des échanges, par les restrictions et les barrières douanières occidentales, est source de misère dans le Sud, au nom d'un protectionnisme contre la politique d'exportation à outrance menée par la Chine (au détriment même de sa consommation intérieure semble-t-il).

La Chine intrigue en effet : Une croissance de 5,4% en 2024 (4,1% selon le FMI), mais une demande intérieure modérée qui se traduit par de la surproduction dans certains secteurs et le besoin donc de doper l'exportation tous azimuts, vers le Sud particulièrement. Elle développe les nouveaux secteurs (énergies renouvelables, TIC, hautes technologies) qui intéressent notre pays pour accélérer son développement.

La Tunisie regarde de plus en plus vers la Chine pour le financement de son infrastructure. Quel sera donc, dans le futur, la place de la Chine dans l'économie tunisienne ?

Le 31 mai 2024 la Chine et la Tunisie ont élevé leurs relations au rang de « partenariat stratégique », exprimant la volonté des deux pays de donner un nouvel élan à leur coopération.

C'est pour en discuter que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé le 8 octobre 2024 un débat sur « le partenariat Tuniso-Chinois : Nouvelles opportunités pour le développement économique et social » introduit et animé par le professeur Karim Ben Kahla membre du Forum.

[La présentation de Mr Karim Ben Kahla \(à télécharger\)](#)

Discussion.

Elle a donné lieu aux échanges suivants :

- Les hommes d'affaires tunisiens s'intéressent-ils réellement à la Chine ?
Il ne le semble pas, a priori, faute de contacts structurés parait-il.
Il n'est pas certain, non plus, que l'investisseur chinois s'intéresse particulièrement à l'économie tunisienne, si ce n'est un intérêt commercial pour le phosphate ou l'huile en vrac.
Nos atouts emplois sont plutôt en Europe, d'autant que l'apprentissage du chinois est un préalable qui s'impose.
- L'attractivité de la Tunisie, en tant que marché, s'exerce dans le cadre d'un accord de libre - échange. Nous faisons tout pour l'Europe.
Comment passer à autre chose ?
Une valeur ajoutée tunisienne est nécessaire pour faire partie du système (règle d'origine).
Un atout existe cependant en passant par les régions.

- Le règlement tunisien limite le personnel étranger à 4 personnes au maximum. Cela constitue un obstacle au partenariat avec la Chine. Les choses semblent cependant changer. Mais le pouvoir central chinois est trop puissant et, de ce fait, rigide. L'idéal serait de développer le partenariat avec la Chine sans nécessairement amoindrir celui avec l'Europe. Même si nos exportations vers l'Europe se traduisent par un faux bilan positif dans la mesure où une partie de nos exportations revient au pays.
- La Chine est un leader mondial. Sur la dernière vingtaine d'années, le bilan des relations commerciales s'est traduit par un déficit important. Depuis 2012, l'importation de voitures asiatiques, sans compensation, est devenue importante, car notre vision géostratégique d'avenir reste orientée vers l'Europe. On a quelques milliers d'exportateurs en Europe reconnus, alors qu'on commence à peine avec la Chine vers laquelle il n'y a pas d'exportation possible de produits industriels. Malheureusement nos échanges diminuent avec l'Europe alors que ceux du Maroc augmentent.
- Il y a lieu d'éviter les faux problèmes. En réalité la Tunisie ne pourra pas intéresser la Chine et donc, faire un plaidoyer pour la Chine serait hors sujet car la Chine est un empire néo-libéral en capacité de production en tout.

La priorité de la Tunisie serait d'ouvrir son économie aussi bien à l'Algérie qu'à la Libye, ses deux voisins riches en énergie. Un deal politique serait à négocier avec l'Algérie qui aboutirait à un accord de libre échange